

Football/Développement du football à Oyem

Une feuille de route pour aiguillonner le sport-roi



Les représentants de la Linaf (g), la Mairie (c) et de la Ligue provinciale des Sports (d), présidant la réunion de concertation.



Poignée de main entre les présidents d'Oyem AC (g) et d'USO devant le premier maire-adjoint de la commune d'Oyem.

PME  
Oyem/Gabon

**DÉBUTÉE** le 5 février 2018, la réunion de concertation et de réflexion sur le développement du football à Oyem, initiée par l'Hôtel de ville de la localité, a finalement débouché, dernièrement, sur la mise en place d'une "Feuille de route du football local" par toutes les parties concernées.

Le document de 14 pages, issu de ces assises, a été paraphé tour à tour par le premier maire-adjoint de la commune d'Oyem, Emmanuel Obame Ondo, le directeur provincial des Sports, Jean-Louis Mezui M'Assa, le délégué provincial de la Ligue nationale du football (Linaf), Zachée Obiang Mbegah, le président de l'Union sportive d'Oyem (USO), Touré Asséko, le président d'Oyem Athlétique club (OAC), Désiré Owono Ndong et d'autres participants.

Cette « feuille de route » se veut être le condensé des rapports et des contributions des participants aux travaux afin, entre autres, de ramener la sérénité dans la famille du football



Photo de famille à la fin des assises sur le football d'Oyem.

d'Oyem, faire du sport-roi un facteur de cohésion, de renforcement de l'unité entre les fils et les filles d'Oyem, faire accéder l'USO en première division nationale et faire jouer le haut tableau à Oyem AC,

capitaliser les compétences et expériences dans la gestion du football dans la commune, faire des équipes de football d'Oyem des agents économiques, grâce à une organisation qui favorise l'autofinancement.

Les représentants des deux équipes, Oyem AC et USO, qui jouent respectivement en première et deuxième divisions nationales cette saison, ont pris l'engagement solennel, aux noms

de leurs dirigeants, joueurs et supporteurs, de « promouvoir ces différentes valeurs dans un esprit de fair-play, pour le rayonnement de la commune d'Oyem et du football local ».

L'engagement sur l'honneur des uns et des autres devrait mettre un terme à l'animosité entretenue depuis des lustres par les deux clubs phares de la ville.

Le directeur provincial des Sports, Jean-Louis Mezui M'Assa, n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler aux deux « frères ennemis » d'hier, l'importance et la sacralité de l'acte de réconciliation posé devant l'histoire.

Il s'agit d'un engagement qui fera date dans la commune d'Oyem. Celui de voir tous les acteurs parvenir, autour d'une même table, à calmer les ardeurs des uns et des autres, afin de ramener la sérénité dans le monde du football local.

Le représentant du bureau du Conseil municipal du chef-lieu du Septentrion, en tant qu'autorité morale, s'est réjoui, félicité et salué « l'ensemble des acteurs sportifs de la famille du football, qui ont bien voulu répondre à notre appel, donner de leur temps à la réflexion et participer activement à la mise en forme de notre désormais feuille de route », a conclu le premier maire-adjoint, Emmanuel Obame Ondo.

Droit au but

Qui a déterré... les 20 patates ?

UN fait, pas banal du tout pour beaucoup d'entre nous, est passé assez rapidement dans les milieux de notre football d'élite. Comme si, défiant la logique, le temps avait décidé d'accélérer sa cadence, son écoulement irréversible. Et comme disait Alphonse de Lamartine, "Oh temps ! Suspend ton vol, et vous, heures propices ! Suspendez votre cours : laissez-nous..." revenir sur ce laps de temps inédit. Qui constitue une vilaine tâche dans la gestion d'un National-Foot qui pouvait bien se passer de ce malheureux épisode. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de la convocation, au début de ce mois de mars, du président de la

Ligue nationale de football professionnel (Linafp), Mbika Ndjambou, à la Direction générale des recherches (DGR), suite à une plainte déposée par le club de D1, Port-Gentil FC (POG FC). Le club portgentillais reprocherait, en effet, à la Linafp de lui avoir détourné 20 millions de francs.

Mais pour bien comprendre cette sombre histoire, revenons un an en arrière. Nous sommes le 21 février 2017. La Linafp et l'Association des clubs de D1 tiennent, d'urgence, une réunion, suite à la cascade de forfaits enregistrés par cinq clubs de D1 & D2 : Atangatier, As Solidarité (D2), Adouma FC, Olym-

pique de Mandji et POG FC (D1). La principale décision qui en sortira est la mise sous tutelle par la Linafp de quatre clubs de D1 mal gérés qui, malgré la subvention de l'Etat, peinaient à payer les salaires des joueurs et des entraîneurs.

Voici d'ailleurs ce que dira le président de la Linafp, au sortir de cette réunion dans une interview accordée à notre journal, et parue le jeudi 23 février 2017 en page 12 : « Nous avons estimé que les quatre équipes de D1, qui ont fait l'objet de forfait, soient mises sous tutelle pour ce qui concerne la partie salariale. Donc, pour la suite de la compétence, la Linafp va regarder, avec

les services de l'agent comptable, comment procéder directement au règlement des émoluments des joueurs. Pour nous assurer que ces derniers ne vont plus faire grève et que les matches vont effectivement se jouer. »

La décision fut, malgré tout, bien accueillie.

Sauf que, pour POG FC, le calvaire a continué. Et c'est ainsi que, ne voyant toujours rien venir, le club a décidé de porter plainte pour réclamer 20 millions à la Linafp. D'où la convocation de son président par la DGR.

Au sortir de cette convocation, et pour ne laisser planer aucun doute, M. Brice Mbika Ndjambou

a immédiatement organisé un point de presse. C'était le 2 mars 2018. Traits tirés, yeux rougis, barbichette hirsute, il reconnaîtra l'existence d'un passif de 20 millions à POG FC, avant de préciser que l'ardoise serait époncée après versement de la subvention par l'Etat.

Mais de nombreuses questions taraudent les esprits : qui a creusé le trou pour déterrés les 20 patates de POG FC ? Et pour quoi c'est l'Etat qui devrait encore payer ?

En tout cas, voici une histoire qui vient jeter le doute, la suspension et le discrédit sur le National-Foot et la Linafp qui le gère...